

Arrêt de l'exécution d'une sentence arbitrale internationale / Stay of execution of an international arbitration award

Wissam Mghazli – Managing Partner / Co-head Arbitration Practice

Ezzine Andoulsi – Associate

[English Bellow]

L'obtention d'une sentence arbitrale favorable n'est pas une fin en soi, même si, c'est initialement le but recherché par les parties et leurs conseils. En effet, au stade de l'exécution de la sentence arbitrale, des difficultés peuvent survenir, si bien que, en droit français, il est prévu qu'une partie puisse demander l'arrêt de l'exécution d'une sentence à la condition développée dans l'ordonnance commentée rendue par le premier président de la cour d'appel de Paris le 3 octobre 2024¹.



Dans cette affaire, le 31 décembre 2009, un accord de cession de parts sociales (ci-après dénommé l'« **Accord** ») a été conclu entre la holding familiale OGSA (ci-après dénommée « **OGSA** ») et Messieurs K aux termes duquel OGSA a cédé trois sociétés dont la société K HOME LLC (ci-après dénommée la société « **K HOME** ») à Messieurs et Madame K.

Une divergence étant intervenue sur l'interprétation de l'Accord et sur le fait de savoir quels étaient les actionnaires de K HOME, un arbitrage a été engagé par les parties et confié à un tribunal arbitral siégeant sous

¹ Cour d'appel de Paris, Pole 1 Chambre 5, 3 octobre 2024, n°24/06902

l'égide de la chambre de commerce internationale de Paris (ci-après la « **CCI** »).

Ce tribunal arbitral a rendu une sentence partielle le 1^{er} mars 2024 (ci-après dénommée la « **Sentence** ») qui a été frappée d'une demande d'annulation par Mme et M. T. K (ci-après les « **Demandeurs** ») devant la cour d'appel de Paris.

Précisément, la Sentence a décidé que l'Accord avait pour objet d'octroyer à Monsieur M. R. K. (ci-après le « **Bénéficiaire** ») 24% des parts de la société K HOME, si bien que la qualité d'associé de ce dernier était bien opposable aux Demandeurs, et qu'il était enjoint aux parties de signer un accord sur la cession et ses conséquences conformément à la réglementation émiratie pour permettre à l'institution en charge d'émettre une licence commerciale mentionnant le Bénéficiaire en qualité d'associé à hauteur de 24% des parts de K HOME.

En effet, l'enjeu sous-jacent du litige entre les parties était de permettre au Bénéficiaire d'être en conformité avec la réglementation émiratie afin de pouvoir jouir pleinement de ses droits et développer son activité aux Émirats Arabes Unis.

Outre leurs recours en annulation, les Demandeurs ont sollicité l'arrêt de l'exécution de la Sentence au motif que cela léserait gravement leurs droits.

Dans leur démonstration, les Demandeurs invoquent l'article 1526 du Code de procédure civile et soutiennent que l'exécution de la Sentence rendrait le transfert de 24% des parts de K HOME irréversible dans les faits, de sorte qu'il serait impossible de les restituer si la cour d'appel de Paris venait à annuler la Sentence.

Ledit article 1526 dispose :

« Le recours en annulation formé contre la sentence et l'appel de l'ordonnance ayant accordé l'exequatur ne sont pas suspensifs.

*Toutefois, le premier président statuant en référé ou, dès qu'il est saisi, le conseiller de la mise en état peut arrêter ou aménager l'exécution de la sentence si cette exécution est susceptible de **léser gravement les droits de l'une des parties** » (soulignement et surlignement ajoutés).*

Sur ce fondement, les Demandeurs prétendent ainsi que le transfert s'effectue par acte notarié et en l'absence de mécanisme prévoyant la restitution des actions en cas d'annulation, la cession des parts devant notaire deviendra irréversible. Il y aurait en outre un risque que le Bénéficiaire cède ses parts à un tiers et il serait alors impossible de restituer aux Demandeurs les actions vendues. Enfin, l'exécution de la Sentence reviendrait à priver d'effet utile le recours en annulation déposé devant la cour d'appel de Paris. Ils considèrent qu'il n'existe aucun fondement pour demander la restitution des parts sociales qui est un accord à exécution immédiate. Dans ces conditions, les Demandeurs n'auraient aucun moyen de contraindre le Bénéficiaire à restituer les actions litigieuses.

En réponse, le Bénéficiaire estime que les Demandeurs ne démontrent pas que l'exécution de la Sentence est susceptible de léser gravement leurs droits en rappelant que l'exécution est le principe et que l'arrêt de l'exécution est l'exception qui ne se justifie qu'en cas de lésions graves aux droits des parties.

Il estime que le tribunal arbitral n'a pas statué *ultra petita* mais conformément à ses demandes expresses. Même en lui restituant 24% des actions de la société K HOME, les Demandeurs restent associés majoritaires avec plus de 75% des actions de cette société et il n'y a donc pas de danger pour cette société. Il considère également que la cession de 24% des actions n'est pas irréversible et qu'il n'y a donc pas de risque de non-restitution en cas

d'infirmer la décision entreprise. Il indique enfin qu'il n'est pas possible de vendre des actions de la société sans obtenir auparavant l'accord des autres associés et il n'y a donc aucun risque non plus à ce titre de non-restitution de ces actions.

Sur ce, le premier président a rejeté la demande d'arrêt de l'exécution des Demandeurs au terme d'un raisonnement très clair qui ne peut qu'être approuvé.

En effet, le premier président a analysé les deux arguments soulevés par les Demandeurs, en l'occurrence le risque de revente des parts cédées et le caractère irréversible de l'exécution de la sentence, et ce à l'aune du critère légal de lésion grave des droits des parties.

S'agissant d'abord du risque de revente des parts par le Bénéficiaire de la cession en cas d'exécution de la Sentence, le premier président note que le consentement écrit des associés de K HOME est nécessaire si bien que les associés bénéficient d'une clause d'agrément et d'un droit de préemption. Il en ressort donc, à juste titre selon nous, qu'il n'existe finalement pas de risque « *important* » que les droits des Demandeurs soient lésés en cas de transfert des 24% des parts de K HOME au Bénéficiaire comme prévu par l'Accord.

S'agissant ensuite du caractère irréversible des effets de l'exécution de l'Accord via l'exécution de la Sentence, le premier président relève que, si le recours contre la Sentence devait être couronné de succès, le fait que l'acte de transfert des 24% soit réalisé par acte notarié n'empêchera pas la conclusion d'un nouvel acte notarié également de la même valeur qui annulerait les effets du premier. L'ordonnance va même jusqu'à souligner qu'en cas de refus par le Bénéficiaire de restitution des parts, il pourrait y être contraint avec une astreinte d'un montant significatif.

Cela fait finalement dire au premier président que les Demandeurs ne démontrent pas que l'exécution de la sentence léserait gravement leur droit, d'où le rejet de leurs demandes.

Ce raisonnement appelle plusieurs observations.

Tout d'abord, il faut rappeler que l'article 1526 du Code de procédure civile susmentionné permet, en cas d'arbitrage international, de demander au premier président ou au conseiller de la mise en état s'il est déjà saisi, d'arrêter ou d'aménager l'exécution de la sentence arbitrale.

Force est de constater que ledit article est assez court et ne définit pas précisément les contours de la notion de lésion grave des droits de l'une des parties.

C'est pourquoi la jurisprudence a précisé cette notion en retenant de manière constante que le principe est le maintien de l'exécution et l'exception son arrêt.

Ainsi a-t-il été déjà précisé par exemple que la décision d'arrêt de l'exécution d'une sentence « *ne peut dépendre du caractère sérieux du recours en annulation* » et que la question « *doit être apprécié[e] strictement, sous peine de rendre ineffectif l'absence d'effet suspensif du recours*² ».

Il a alors été relevé de manière imagée qu'il faut finalement « *montrer patte blanche pour espérer obtenir l'arrêt de l'exécution* »³.

2 Chronique d'arbitrage : l'arbitrage à l'épreuve du déséquilibre significatif – Jérémy Jourdan-Marques – 29 juillet 2020, Dalloz actualité

3 Chronique d'arbitrage : l'arbitrage à l'épreuve du déséquilibre significatif – Jérémy Jourdan-Marques – 29 juillet 2020, Dalloz actualité

D'une manière générale, la jurisprudence retient de manière constante que l'appréciation de la lésion grave des droits d'une partie est très stricte, celle-ci étant réalisée au terme d'un raisonnement *in concreto* des risques présentés et que l'arrêt ou l'aménagement de l'exécution est très difficilement obtenu⁴.

Ainsi, selon nous, l'ordonnance s'est parfaitement inscrite dans la lignée d'une jurisprudence bien établie et qui, surtout, nous semble devoir être soutenue avec la plus grande vigueur.

En effet, en maintenant le principe de l'exécution d'une sentence arbitrale internationale et en subordonnant son arrêt ou son aménagement à une démonstration extrêmement rigoureuse, détaillée et sérieuse d'une lésion grave des droits de l'une des parties, le droit français de l'arbitrage international propose une position très favorable à l'arbitrage international en donnant tout le crédit et le respect mérités à des décisions qui ne sont pas rendues par les juridictions nationales mais par des tribunaux qui, dans l'immense majorité des cas, sont composés d'excellents juristes et professionnels du droit.

A contrario, si l'ordonnance commentée n'allait pas dans ce sens, cela nous semblerait contradictoire avec le reste de l'esprit du droit français de l'arbitrage international qui est connu pour son *favor arbitrandum* comme nous l'avons démontré dans l'ensemble des précédents bulletins d'arbitrage publiés.

En outre, en proposant un régime différent mais pas trop éloigné non plus de celui du droit commun relatif au principe de l'exécution provisoire des jugements sauf en cas de conséquences manifestement excessives, le droit français trouve un équilibre astucieux entre la différence de traitement que doit recevoir l'arbitrage compte tenu de sa particularité – les sentences ne sont pas rendues par des magistrats mais par des arbitres et le contrôle sur la sentence ne s'effectue qu'au regard de certains critères précis qui n'ont pas trait au fond du litige – et le nécessaire contrôle des effets des sentences arbitrales lorsqu'ils ont à vocation à se réaliser dans l'ordre juridique français.

Cette distinction permet de rappeler que l'arbitrage est différent du contentieux de droit commun mais qu'il ne jouit pas non plus d'un passe-droit absolu dans l'ordre juridique français, ce qui nous semble bien correspondre à la philosophie du droit français de l'arbitrage international français.

Enfin, la décision commentée est aussi l'occasion de rappeler que des litiges dont les enjeux se réalisent initialement sur d'autres territoires, comme, dans le cas d'espèce, aux Emirats Arabes Unis, peuvent tout à fait être reçus dans l'ordre juridique français en bénéficiant d'un régime favorable.

Le cabinet Komon Avocats et son équipe d'arbitrage international restent naturellement à la disposition des lecteurs pour des précisions complémentaires et échanger sur ces sujets utiles aux praticiens de la discipline.



Securing a favourable arbitration award is not an end in itself, even if this is initially the goal sought by the parties and their counsels. Difficulties may arise at the enforcement stage of an arbitration award. Therefore, French law provides that a party may apply for a stay of enforcement of an award on the condition set out in the order commented on and rendered by the French *premier président de la cour d'appel de Paris* – First President of the

4 Cour d'appel de Paris, Ordonnance du 18 octobre 2011, n°11/14286 ; Cour d'appel de Paris, Ordonnance du 3 novembre 2022, n° 22/10018 ; Cour d'appel de Paris - Pôle 05 ch. 16 - 16 juin 2020 - n° 20/01484 ; Cour d'appel de Paris, Ordonnance du 30 juin 2020, Répertoire général n° 20/04017



In this case, on 31 December 2009, a share transfer agreement (hereinafter referred to as the “**Agreement**”) was entered into between the family holding company OGSA (hereinafter referred to as “**OGSA**”) and Messrs K, under the terms of which OGSA transferred three companies, including K HOME LLC (hereinafter referred to as “**K HOME**”), to Messrs K and Mrs K.

As a disagreement arose over the interpretation of the Agreement and who were the shareholders of K HOME, an arbitration was initiated by the parties and entrusted to an arbitration tribunal constituted under the International Chamber of Commerce in Paris (hereinafter the “**ICC**”).

This arbitral tribunal issued a partial award on 1 March 2024 (hereinafter the “**Award**”), which was the subject of an application for annulment by Mrs and Mr T. K (hereinafter the “**Claimants**”) before the Paris Court of Appeal.

Specifically, the Award held that the purpose of the Agreement was to grant to Mr. R.K. (hereinafter the “**Beneficiary**”) 24% of the shares in the company K HOME, so that the latter's status as a partner could be opposed to the Claimants, and that the parties were enjoined to sign an agreement on the transfer and its consequences in accordance with Emirati regulations to enable the institution in charge of issuing a commercial licence mentioning the Beneficiary as a partner in respect of 24% of the shares in K HOME.

It appears from the order of the French *premier president* that the underlying issue in the dispute between the parties was to enable the Beneficiary to comply with Emirati regulations so that it could fully enjoy its rights and develop its business in the United Arab Emirates.

Apart from their action for annulment, the Claimants sought a stay of enforcement of the Award on the grounds that it would seriously prejudice their rights.

In their application, the Claimants invoked Article 1526 of the French Code of Civil Procedure — *Code de procedure civile* — and argued that enforcement of the Award would render the transfer of 24% of the shares in K HOME irreversible in fact, so that it would be impossible to return them if the Paris Court of Appeal set aside the Award.

The said article provides that:

“An application to set aside the award and an appeal against the order granting enforcement shall not have suspensive effect.

However, the First President ruling in summary proceedings or, as soon as the matter has been referred to him, the appeal case management judge, may stop or adjust the enforcement of the award if such enforcement is likely to seriously prejudice the rights of one of the parties” (underlining and highlighting added on free translation).

⁵ **Cour d’appel de Paris, Pole 1 Chambre 5, 3 octobre 2024, n°24/06902**

On this ground, the Claimants thus claim that the transfer is made by notarial deed and that in the absence of a mechanism providing for the return of the shares in the event of the Court set aside the Award, the transfer of the shares before a notary will become irreversible. There would also be a risk that the Beneficiary would sell its shares to a third party, and it would then be impossible to return the shares sold to the Claimants. Lastly, enforcing this Award would render ineffective the action for annulment filed before the Paris Court of Appeal. They consider that there would be no basis for requesting the return of the shares, which is an immediately enforceable agreement. In these circumstances, the Claimants would have no means of compelling the Beneficiary to return the disputed shares.

In response, the Beneficiary considers that the Claimants have not demonstrated that the enforcement of the Award is likely to seriously prejudice their rights, pointing out that enforcement is the principle and that the stay of enforcement is the exception, which is justified only in the event of serious prejudice to the rights of the parties.

He considers that the arbitral tribunal did not rule *ultra petita* but in accordance with his express requests. Even with the return of 24% of the shares of K HOME, the Claimants remain majority shareholders with more than 75% of the shares of this company and there is therefore no danger for it. It also considers that the transfer of 24% of the shares is not irreversible and that there is therefore no risk of the company not being returned if the decision is reversed. Lastly, it stated that it was not possible to sell shares in the company without first obtaining the agreement of the other shareholders, and that there was therefore no risk of these shares not being returned.

On this basis, the French *premier president* did not grant the stay of execution after a very clear reasoning that can only be approved.

Indeed, the French *premier president* assessed the two arguments raised by the Claimants, namely the risk of resale of the transferred shares and the irreversible nature of the effect of the enforcement of the Award, in the light of the legal criterion of serious prejudice to the rights of the parties.

First, regarding to the risk of resale of the shares by the transferee in the event of enforcement of the Award, the French *premier president* noted that the written consent of the partners of K HOME was required such as the Claimants benefited from an agreement clause and a pre-emptive right. It then appears, rightly in our view, that in the end there was no “*important*” risk that the rights of the Claimants would be prejudiced in the event of the transfer of the 24% of the shares in K HOME to the Beneficiary as provided for in the Agreement.

Then, when it comes to the irreversible nature of the effects of enforcing the Agreement by enforcing the Award, the French *premier president* notes that if the appeal against the Award is successful, the fact that the deed transferring the 24% is made by notarial deed will not prevent the conclusion of a new notarial deed, also of the same value, which would cancel the effects of the first deed. The order even went so far as to point out that if the Beneficiary refused to return the shares, it could be forced to do so with a significant penalty.

This led the French *premier president* to conclude that the Claimants had not shown that enforcement of the award would seriously prejudice their rights, and their claims were therefore dismissed.

This reasoning requires several observations.

First of all, it should be remembered that Article 1526 of the Code of Civil Procedure allows, in the case of international arbitration, an application to be made to the First President, or to the French *Conseiller de la mise en état* – case management judge before the Court of Appeal – if the matter has already been referred to him, to stay or adjust the enforcement of the arbitral award.

The said article is obviously short and does not define precisely the contours of the notion of serious prejudice to the rights of one of the parties.

This is why case law has clarified this concept by consistently holding that the principle is the continuation of enforcement and the exception the stay or adjustment of execution.

For instance, it has already been stated that the decision to stay enforcement of an award “cannot depend on the seriousness of the action for annulment” and that the question “must be assessed strictly, otherwise the absence of suspensive effect of the action will be rendered ineffective⁶”.

It was then pointed out, in a figurative way, that in the end you have to “show a clean hand to hope to obtain a stay of execution⁷”.

Generally speaking, case law has consistently held that the assessment of whether a party's rights have been seriously prejudiced is a very strict one, based on a *in concreto* reasoning of the risks presented, and that it is very difficult to obtain a stay adjustment of enforcement.

In our view, therefore, the French *premier president* is perfectly in line with well-established case law which, above all, we believe should be upheld with the greatest vigour.

Indeed, by maintaining the principle of enforcement of an international arbitral award and by making its stay or modification subject to an extremely rigorous, detailed and serious demonstration of a serious injury to the rights of one of the parties, French international arbitration law offers a very favourable position to international arbitration by giving all the credit and respect deserved to decisions that are not handed down by national Courts but by tribunals which, in the vast majority of cases, are composed of excellent jurists and legal professionals.

A contrario, if the ordered commented did not go down this road, it would seem to us to contradict the rest of the spirit of French international arbitration law, which is known for its *favor arbitrandum* as we have demonstrated in all the previous arbitration bulletins published.

In addition, by proposing a system that is different as well as not too far from that of judgement's enforcement law providing the principle of enforcement of judgments except in cases of manifestly excessive consequences, French law strikes a smart balance between the different treatment that arbitration should receive in view of its special nature - awards are not rendered by judges but by arbitrators and the award is reviewed only in the light of certain specific criteria that do not relate to the merits - and the necessary review of the effects of arbitration awards when they are intended to be implemented in the French legal system.

This distinction serves as a reminder that arbitration is different from litigation under ordinary law, but that it does not enjoy an absolute free pass in the French legal system either, which seems to us to be in line with the philosophy of French international arbitration law.

Lastly, this decision is also an opportunity to point out that disputes where the stakes are initially set in other territories, such as, in this case, the United Arab Emirates, can perfectly well be received in the French legal system by benefiting from a favourable regime.

⁶ **Chronique d'arbitrage : l'arbitrage à l'épreuve du déséquilibre significatif – Jérémy Jourdan-Marques – 29 juillet 2020, Dalloz actualité**

⁷ **Chronique d'arbitrage : l'arbitrage à l'épreuve du déséquilibre significatif – Jérémy Jourdan-Marques – 29 juillet 2020, Dalloz actualité**

Komon Avocats and its international arbitration team remain available to provide readers with further details and discuss these issues with arbitration practitioners.

Contact

8, rue de l'Arcade 75008 Paris

contact@komon-avocats.fr

www.komon-avocats.fr

